



ASSOCIATION GENEVOISE DES ENSEIGNANT-E-S
DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES [CFP / h e p i a]
h e p i a - 4 rue de la Prairie - 1202 Genève - <ageep@infomanjak.ch>

PÉTITION

CONTRE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'ENSEIGNEMENT DANS LE SECTEUR DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

(à retourner dès que possible, même partiellement rempli, à votre comité AGEEP)

Considérant:

Au niveau de l'enseignement post-obligatoire professionnel

- 1- **L'aggravation des conditions 2009 marquée par:**
 - l'augmentation des effectifs par classe ou groupe, et la baisse constante du taux d'encadrement (de l'avis même du DIP – L'Essentiel no 69 – "Il manque 100 postes au PO à cette rentrée pour maintenir les coefficients usuels d'ouverture de classes")
 - l'augmentation des charges horaires des maîtres et la constante péjoration des conditions de formation professionnelle
- 2- **La dégradation des conditions de carrière caractérisée par:**
 - l'augmentation de la réserve de carrière en raison du dépassement perpétuel de la 'moyenne du poste'.
 - L'augmentation significative du recours à l'engagement de vacataires (précaires, et payés à l'heure)
- 3- **L'alourdissement constant du métier d'enseignant, et notamment:**
 - Le nombre croissant de tâches et responsabilité en sus de la charge d'enseignement, sans compensation,
 - l'augmentation de la charge de la formation pédagogique, en partie 'externalisée' à Lausanne (IFFP),
 - l'amplification du cahier des charges des enseignants, alors que sa négociation est actuellement suspendue.

Au niveau des Hautes Ecoles Spécialisées (HES)

- 1- **La diminution des effectifs du corps enseignant et des ressources allouées aux écoles**
 - malgré l'augmentation importante du nombre d'étudiant-e-s, les effectifs du corps enseignant sont insuffisants,
 - érosion permanente des subventions par étudiant-e, manque de moyens pour le suivi de leurs travaux,
- 2- **La dégradation des conditions de travail et les pesanteurs administratives**
 - Inflation administrative: pléthore de postes de 'gouvernance', systèmes de contrôle, lourdeur normative,
 - Inadéquation des "feuilles e charges", en particulier pour le prise en compte du *volume réel* de travail,
- 3- **La très forte centralisation 'supra-cantonale' et une orientation autoritariste au niveau de la HESSO (romande)**
 - concentration à outrance des "filières / sites", volonté marquée de centralisation et de pilotage à distance,
 - pressions permanentes pour "l'autofinancement" des activités (imposées) de recherche appliquée et développement.

Les soussigné-e-s, enseignant-e-s dans le secteur des formations professionnelles (PO et HES):

- appuient les demandes formulées par le Cartel Intersyndical, en particulier en ce qui concerne l'augmentation du nombre de postes, afin d'offrir de meilleures prestations de formation professionnelle,
- exigent le respect des maxima convenus avec le DIP, limitant les effectifs de classe dans le secteur professionnel,
- demandent la diminution de la charge de travail du corps enseignant dans le PO,
- demandent l'obtention des moyens suffisants pour le soutien aux élèves en difficulté, dès le début d'apprentissage,
- demandent au Grand Conseil de voter un budget 2010 comprenant postes nécessaires pour retrouver les conditions d'enseignement acceptables, et notamment – au PO – le taux d'encadrement de l'année 2000,
- dans le cadre de la révision de la Loi HES, demandent le maintien du statut de fonctionnaire pour l'ensemble des personnels HES, et le renforcement de toutes les structures participatives (dans les écoles et avec la Direction générale),
- demandent la révision immédiate du système des feuilles de charges HES et de leur application, ainsi que la révision des coefficients (cours / préparation), la prise en compte intégrale de la charge de travail, et des moyens adaptés (Ra&D),
- demandent le maintien du PLEND, aux mêmes conditions qu'aujourd'hui, et au choix des employé-e-s de l'Etat,
 - et demandent la préservation des principe de l'actuelle CIA (cotisation 1/3-2/3, primauté des prestations, financement mixte et la représentation des employés au comité de la caisse) dans la future caisse de prévoyance (fusionnée CIA | CEH).

	Prénom, Nom	Etablissement	Signature
1			
2			
3			
4			
5			